

# Le terrorisme d'extrême droite en Allemagne

## Une menace sous-estimée ?

Nele Katharina WISSMANN

Décembre 2019



Comité d'études  
des relations  
franco-allemandes



L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Les activités de recherche et de publication du *Comité d'études des relations franco-allemandes – Cerfa* – bénéficient du soutien du Centre d'analyse de prévision et de stratégie du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et du Frankreich-Referat de l'Auswärtiges Amt.



Cette *Note* est publiée dans le cadre du *Dialogue d'avenir franco-allemand*, un projet mené en coopération par le Cerfa à l'Ifri, la Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik et la fondation Robert Bosch.



Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité des auteurs.

ISBN : 979-10-373-0115-4

© Tous droits réservés, Ifri, 2019

#### **Comment citer cette publication :**

Nele Katharina Wissmann, « Le terrorisme d'extrême droite en Allemagne. Une menace sous-estimée ? », *Notes du Cerfa*, n° 151, Ifri, décembre 2019.

#### **Ifri**

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : [accueil@ifri.org](mailto:accueil@ifri.org)

**Site internet :** [Ifri.org](http://Ifri.org)

## **Notes du Cerfa**

Publiée depuis 2003 à un rythme mensuel, cette collection est consacrée à l'analyse de l'évolution politique, économique et sociale de l'Allemagne contemporaine : politique étrangère, politique intérieure, politique économique et questions de société. Les *Notes du Cerfa* sont des textes concis à caractère scientifique et de nature *policy oriented*. À l'instar des *Visions franco-allemandes*, les *Notes du Cerfa* sont accessibles sur le site de l'Ifri, où elles peuvent être consultées et téléchargées gratuitement.

## **Le Cerfa**

Le Comité d'études des relations franco-allemandes ([Cerfa](#)) a été créé en 1954 par un accord gouvernemental entre la République fédérale d'Allemagne et la France. Il bénéficie d'un financement paritaire assuré par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et l'Auswärtiges Amt. Le Cerfa a pour mission d'analyser l'état des relations franco-allemandes sur le plan politique, économique et international ; de mettre en lumière les questions et les problèmes concrets que posent ces relations à l'échelle gouvernementale ; de présenter des propositions et des suggestions pratiques pour approfondir et harmoniser les relations entre les deux pays. Cette mission se traduit par l'organisation régulière de rencontres et de séminaires réunissant hauts fonctionnaires, experts et journalistes, ainsi que par des travaux de recherche menés dans des domaines d'intérêt commun.

Hans Stark est secrétaire général du Cerfa. Katja Borck est chargée de projets et du « Dialogue d'avenir franco-allemand ». Catherine Naiker est assistante au sein du Cerfa.

# Auteur

**Nele Katharina Wissmann** a travaillé au Cerfa de septembre 2009 jusqu'à avril 2016. Depuis septembre 2016, elle est chercheur associé.

Elle a suivi un cursus intégré franco-allemand en Études européennes (Université franco-allemande) et elle est titulaire d'un master 2 recherche en Études européennes de Paris 3 – Sorbonne Nouvelle.

## Résumé

En 2018, l'Office fédéral de la protection de la Constitution a classé 24 100 personnes en Allemagne comme extrémistes de droite, dont plus de la moitié est considérée comme « violente ». Ces chiffres traduisent un niveau de risque élevé pour l'État constitutionnel allemand, qui s'est déjà manifesté sous la forme de diverses attaques terroristes contre des étrangers, des communautés religieuses et, plus récemment, des politiciens en Allemagne.

L'extrémisme de droite en Allemagne a profondément changé depuis les années 1990, ce qui rend difficile la formulation de recommandations d'action et l'élaboration de procédures de prévention. Un réseau complexe et volatil a émergé, brouillant les frontières entre le populisme de droite, l'extrémisme de droite et le terrorisme de droite. Face à ces nouveaux défis, les agences de sécurité nationale ont commencé à repenser la classification, la prévention et la lutte contre le terrorisme d'extrême droite.

## Abstract

In 2018, the Federal Office for the Protection of the Constitution classified 24,100 people in Germany as right-wing extremists. More than half of whom are considered "violent". These figures reflect a high level of threat in the German constitutional democracy, which has already manifested itself in the form of various terrorist attacks against foreigners, religious communities and more recently politicians.

Right-wing extremism in Germany has undergone a profound transformation since the 1990s, making the formulation of recommendations for action and prevention more challenging. A complex and unstable network that blurs the dividing lines between right-wing populism, right-wing extremism and right-wing terrorism has recently emerged. In view of these new challenges, a process of rethinking has begun in Germany with regard to the classification, prevention and combating of right-wing terrorism by security authorities.

# Sommaire

<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>6</b>
<b>LES NOMBREUSES DÉFINITIONS DU TERRORISME D'EXTRÊME DROITE .....</b>	<b>8</b>
<b>L'IMPORTANCE DES RÉFÉRENCES HISTORIQUES .....</b>	<b>11</b>
<b>LE TERRORISME D'EXTRÊME DROITE, UNE CONSTANTE DANS L'HISTOIRE DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE .....</b>	<b>12</b>
<b>LE TERRORISME D'EXTRÊME DROITE, UN PHÉNOMÈNE QUI NE SE CANTONNE PAS À L'EST DE L'ALLEMAGNE .....</b>	<b>13</b>
<b>L'ÉMERGENCE DE L'EXTRÊME DROITE AU XXI<sup>E</sup> SIÈCLE .....</b>	<b>15</b>
<b>L'INTERDICTION N'EST PAS LA SEULE PISTE À EXPLORER .....</b>	<b>16</b>
<b>LA COMPARAISON DES DIFFÉRENTES FORMES D'EXTRÉMISME .....</b>	<b>20</b>
<b>LA MISE EN RÉSEAU INTERNATIONALE DES TERRORISTES D'EXTRÊME DROITE, UN NOUVEAU DÉFI.....</b>	<b>22</b>
<b>L'INFILTRATION DE L'APPAREIL D'ÉTAT, UN NOUVEAU DÉFI .....</b>	<b>23</b>
<b>CONCLUSION : DE LA DIVISION À LA FRACTURE, L'ALLEMAGNE 30 ANS APRÈS .....</b>	<b>24</b>

# Introduction

Pendant de longues années, les chercheurs allemands n'ont que peu ou pas étudié le « terrorisme d'extrême droite ». La série d'assassinats terroristes perpétrés par le Nationalsozialistischer Untergrund (NSU) dans les années 2000 a permis de mieux comprendre les risques majeurs que fait courir l'extrême droite allemande. Le NSU, fondé en 1999, a commis son premier attentat à la bombe l'année de sa création, et son premier meurtre un an plus tard en assassinant le fleuriste turc Enver Şimşek. La même année, le Bundesverfassungsschutz (Office fédéral de protection de la constitution ou BfV) déclarait : « Bien que l'extrême droite se soit procuré des armes et des explosifs depuis plusieurs années, rien ne laisse croire qu'elle projette de s'en servir pour commettre des attentats (...). La plupart des militants d'extrême droite rejettent le terrorisme, notamment pour des raisons tactiques ; ils craignent en effet d'attirer l'attention de la police et de se retrouver exposés à plus de poursuites.<sup>1</sup> »

En 2011, la révélation accidentelle de la série<sup>2</sup> de meurtres commis par le NSU qui a entraîné la démission du chef du Bundesverfassungsschutz et de responsables des autorités régionales en Thuringe, en Saxe et à Berlin a provoqué un changement de cap. Le rapport du BfV (Verfassungsschutzbericht) de 2018<sup>3</sup> mentionne explicitement la possibilité que les débats passionnels sur la politique d'asile fassent basculer dans la radicalisation des militants d'extrême droite déjà portés sur la violence, et que des groupuscules terroristes émergent dans la foulée.

Les spécialistes des questions de sécurité estiment que le nombre de passages à l'acte de militants d'extrême droite est en réalité très élevé ; la menace a toutefois pris une nouvelle dimension avec les attentats de 2019. Avec l'assassinat de Walter Lübcke, président du district de Kassel, par un militant d'extrême droite<sup>4</sup> et l'attaque en octobre 2019 d'une synagogue à Halle, dans l'est de l'Allemagne, c'est la première fois qu'un décideur

---

1. Verfassungsschutzbericht 1999 du ministère fédéral de l'Intérieur, juin 2000.

2. Verfassungsschutzbericht 1999 du ministère fédéral de l'Intérieur, juin 2000.

3. Verfassungsschutzbericht 2018 du ministère fédéral de l'Intérieur, juin 2019.

4. Walter Lübcke, président du district de Kassel, a été abattu devant chez lui d'une balle dans la tête tirée à bout portant. Le 15 juin 2019, le militant d'extrême droite Stephan Ernst, originaire de Hesse, a été arrêté. Il est passé aux aveux le 25 juin avant de se rétracter le 2 juillet.



politique est visé directement et que l'extrême droite exprime son antisémitisme dans un attentat<sup>5</sup>.

La profonde transformation de l'extrême droite allemande depuis les années 1990 complique l'analyse et la recherche de solutions. Elle s'est à la fois radicalisée et embourgeoisée. On trouve d'une part l'extrême droite éclatée en nombreux groupuscules susceptibles de basculer dans la violence, capables de se transformer ou de plonger dans la clandestinité rapidement et efficacement lorsqu'ils se savent surveillés par les services allemands de sécurité, et d'autre part des populistes qui s'affichent modérés et conservateurs et ont de plus en plus de partisans. Dans les années 1990 et 2000, l'extrême droite, déchirée par des dissensions internes et intérieure, n'entretenait pas de relations avec d'autres groupes politiques. Aujourd'hui, on voit émerger un réseau complexe et instable qui brouille les frontières entre populisme de droite, extrême droite et terrorisme d'extrême droite.

Dans son rapport annuel 2018, le BfV comptabilise 24 100 militants d'extrême droite, et classe comme violents plus de la moitié d'entre eux. On peut en tirer deux conclusions : depuis vingt ans, le nombre total de militants d'extrême droite organisés diminue en Allemagne, ce qui s'explique pour l'essentiel par le déclin des partis d'extrême droite tels que le NPD. Au début des années 1990, le BfV dénombrait 65 000 militants d'extrême droite contre 25 000 seulement en 2010. Parallèlement, le nombre de militants d'extrême droite violents a doublé presque tous les dix ans : 1 400 en 1990, 2 200 en 2000, 5 600 en 2010<sup>6</sup>. Le terrorisme d'extrême droite représente donc une menace majeure pour l'État de droit.

Nous décrivons ci-après en neuf points les principales caractéristiques du terrorisme d'extrême droite allemand pour démontrer qu'une action s'impose.

---

5. Les spécialistes des questions de sécurité s'accordent à reconnaître que des attaques ont déjà visé des Allemands de confession juive et des lieux de culte israélite. Le BKA n'ayant pas réussi à élucider entièrement ces affaires, ces attaques ne sont pas considérées comme des actes terroristes.

6. Verfassungsschutzbericht 2018 du ministère fédéral de l'Intérieur, juin 2019.

# Les nombreuses définitions du terrorisme d'extrême droite

La définition du terrorisme d'extrême droite en Allemagne n'étant pas homogène, le recensement des actes terroristes varie considérablement selon que les chiffres émanent de la justice, du BfV ou des associations de victimes et des organismes de prévention. Faute de comptabilisation exhaustive et précise, on ne connaît pas précisément le nombre de victimes du terrorisme d'extrême droite entre 1949 et 2011, mais il est vraisemblablement élevé. Bien que ce phénomène soit circonscrit, il n'en reste pas moins réel.

Les observateurs du terrorisme d'extrême droite et de l'extrême droite estiment que la loi ne tient pas suffisamment compte de l'évolution actuelle de ces milieux. Elle s'intéresse pour l'essentiel à la formation de groupes terroristes, telle que définie au § 129a du Code pénal allemand. Rappelons toutefois que cette disposition est une réaction directe aux attentats perpétrés par le mouvement d'extrême gauche Rote Armee Fraktion (RAF). Nombreux sont les terroristes d'extrême droite qui passent aujourd'hui à travers les mailles du filet car ils sont catalogués comme individus isolés ou membres de cellules souterraines éphémères, mais pas comme membres de groupes terroristes. La loi exige qu'un groupe de ce type compte au moins trois membres pendant une certaine durée<sup>7</sup>.

Pour ne pas tomber sous le coup de la loi, les militants d'extrême droite évitent aujourd'hui de se rassembler dans des structures visibles ; sur le papier, ils sont membres de « Kameradschaften » (groupes d'amitié) et de « Freundeskreise » (cercles d'amitié), que la loi ne prohibe pas. Cette stratégie est celle notamment des Kameradschaften des « Autonome Nationalisten », qui s'inspirent des « blacks blocks » d'extrême gauche ; il est difficile de les poursuivre ou de les interdire en raison de leurs façons de procéder<sup>8</sup>. Ces dernières années, la justice allemande peut se targuer d'avoir remporté des succès en faisant condamner les groupuscules

---

7. N. Selzer, « Organisierte Kriminalität als kriminelle Vereinigung – Eine kritische Auseinandersetzung mit der Reform des § 129 StGB », *Kriminalpolitische Zeitschrift*, juillet 2018.

8. Bundeskriminalamt, « Bekämpfung des Rechtsextremismus. Eine gesamtgesellschaftliche Herausforderung ». Conférence BKA 2012, vol. 46 « Polizei und Forschung ».

« Oldschool Society<sup>9</sup> » et « Gruppe Freital<sup>10</sup> ». Dans les deux cas, les tribunaux ont réussi à prouver l'appartenance à une organisation terroriste coupable de crimes graves qui représente une menace pour la Constitution et la démocratie. Les peines prononcées à ces occasions ont été relativement sévères. L'affaire de l'assassinat de Walter Lübcke, président du district de Kassel, est plus complexe. Bien que l'auteur du crime soit un sympathisant reconnu de l'extrême droite, il a été impossible à ce jour d'établir un lien entre cet individu et d'autres militants d'extrême droite. La loi ne considère donc pas cet assassinat comme un crime terroriste.

La définition du terrorisme retenue par le BfV est beaucoup plus large que celle du droit pénal. Elle classe comme terroristes des individus qui, pour atteindre leurs objectifs politiques, envisagent de porter atteinte à la vie, à l'intégrité physique et aux biens d'autrui. Cette définition est mieux adaptée aux nouvelles réalités du milieu militant d'extrême droite. Les chiffres du BfV montrent clairement que les sympathisants potentiels de l'extrême droite, majoritairement non organisés, sont plus nombreux qu'avant.

**Tableau 1 : sympathisants potentiels de l'extrême droite<sup>11</sup>**

	2017	2018
Organisés au sein d'un parti <sup>12</sup>	6 050	5 510
Organisés dans des structures non partisans	6 300	6 600
Sympathisants potentiels d'extrême droite non organisés	12 900	13 240

9. Organisation néonazie terroriste dissoute en 2015 qui avait préparé des attentats contre des salafistes connus, des mosquées, des églises, des jardins d'enfants et des foyers pour demandeurs d'asile et handicapés.

10. Groupuscule terroriste d'extrême droite dont les membres ont été reconnus coupables d'attentats à la bombe contre des centres accueillant des demandeurs d'asile et d'attaques contre des personnes portant assistance aux réfugiés.

11. Verfassungsschutzbericht 2018 du ministère fédéral de l'Intérieur, juin 2019 : la menace potentielle que fait peser l'extrême droite non organisée n'est prise en compte que depuis peu. C'est le nouveau mode d'action des terroristes d'extrême droite.

12. Le BfV ne surveille pas actuellement l'AfD dans toute l'Allemagne. « Der Flügel », l'aile nationaliste à droite de l'AfD, et l'association de jeunes « Junge Alternative » sont sous surveillance. On a par ailleurs démontré la proximité entre des permanents de l'AfD et le mouvement « Identitäre Bewegung » (Génération identitaire). Fondé en France et actif en Allemagne depuis 2010, ce mouvement est surveillé officiellement depuis 2019. Les services de renseignement peuvent employer tous les moyens à leur disposition pour assurer cette surveillance.

Nous avons déjà mentionné que 12 700 individus sont classés comme potentiellement violents. Les chiffres de l'Office fédéral de police criminelle (BKA) montrent que les crimes obéissant à des motivations politiques (PMK) sont bien plus souvent le fait de l'extrême droite que de l'extrême gauche ou de groupuscules se revendiquant d'une idéologie étrangère. Leurs motivations sont en tout ou partie le nationalisme, le racisme, le darwinisme social ou le national-socialisme.

**Tableau 2 : crimes qui obéissent à des motivations politiques (PMK)<sup>13</sup>**

	2017	2018
PMK extrême droite	20 520	20 431
PMK extrême gauche	9 752	7 961
PMK idéologie étrangère	1 671	2 487

On comparera ces statistiques de 2018 aux quatre enquêtes diligentées contre 30 individus<sup>14</sup> dans le cadre de la « loi PMK » au titre du § 129a StGB, donc des crimes commis sur la base d'une motivation d'extrême droite<sup>15</sup>.

13. Verfassungsschutzbericht 2018 du ministère fédéral de l'Intérieur, juin 2019.

14. Les enquêtes concernent les associations « Aryans », « Old School Society », « Nordadler » et « Revolution Chemnitz ».

15. Question posée dans le cadre des procédures « Straf- und Ermittlungsverfahren nach § 129, § 129a und § 129b, StGB sowie sonstige Terrorismusverfahren im Jahr 2018 », Drucksache 19/9773, Deutscher Bundestag.

# L'importance des références historiques

Les études sur l'extrême droite et ses terroristes doivent nécessairement tenir compte des références historiques, et c'est encore plus vrai pour l'Allemagne. Le national-socialisme reste leur idéologie de référence, même si les différents groupuscules ne sont pas homogènes idéologiquement et ont adopté des comportements et une apparence nettement plus « modernes ». Les sympathisants d'extrême droite rejettent la démocratie et veulent établir des structures étatiques autoritaires, voire totalitaires, avec une société fondée sur des idées nationalistes et racistes. L'assassinat en 2019 de Walter Lübcke est un précédent susceptible d'inspirer d'autres attentats ; pour la première fois dans l'histoire de la République fédérale d'Allemagne (RFA), en effet, l'extrême droite a commis un assassinat politique en abattant un représentant de l'État. Ce meurtre donne une autre dimension au terrorisme d'extrême droite. On doit remonter aux débuts mouvementés de la République de Weimar<sup>16</sup> pour trouver des crimes comparables ; l'assassinat de Walter Lübcke est d'autant plus grave et important historiquement pour l'État de droit.

---

16. Il s'agit de l'assassinat le 24 juin 1922 de Walther Rathenau, alors ministre des Affaires étrangères, par des conspirateurs antisémites d'extrême droite et du meurtre de l'ancien ministre des Finances du Reich, Matthias Erzberger, le 26 août 1921, par des anciens officiers de marine d'extrême droite.

# Le terrorisme d'extrême droite, une constante dans l'histoire de la République fédérale

La société allemande a ignoré pendant longtemps la menace incarnée par le terrorisme d'extrême droite. Bien que ce dernier soit présent en filigrane tout au long de l'histoire de la RFA, l'attentat de l'Oktoberfest de 1980<sup>17</sup> et la série d'attentats du NSU sont restés dans la mémoire collective comme des actes isolés. L'extrême droite a existé sous différentes formes en République démocratique allemande (RDA) depuis la création de l'État est-allemand en 1949 jusqu'à fin 1990, mais le sujet est resté tabou car le pouvoir avait érigé l'antifascisme en doctrine officielle. Les actes terroristes commis par l'extrême droite en Allemagne accompagnent étroitement les changements d'époque, avec une montée en puissance en période de forte insécurité sociale. On citera notamment l'assassinat de Rudi Dutschke, porte-parole du mouvement étudiant à Berlin-Ouest et en Allemagne de l'Ouest dans les années 1960, les attaques contre un foyer pour demandeurs d'asile à Rostock-Lichtenhagen trois ans après la chute du mur de Berlin et le meurtre en 2019 de Walter Lübcke, qui était très impliqué dans l'aide aux réfugiés.

---

17. L'attentat à la bombe de l'Oktoberfest en 1980 fait 12 tués et 213 blessés. Cet attentat est considéré comme l'acte le plus grave de l'histoire allemande d'après-guerre. Le coupable présumé est un partisan du groupuscule néonazi Hoffmann.

# Le terrorisme d'extrême droite, un phénomène qui ne se cantonne pas à l'est de l'Allemagne

Après la réunification allemande, on s'est focalisé sur des actes isolés sans les replacer dans un contexte global. Comme ils étaient le plus souvent perpétrés dans l'est de l'Allemagne ou par des individus vivant dans cette région, l'opinion publique a eu tendance à assimiler populisme de droite, extrême droite et terrorisme d'extrême droite avec l'est de l'Allemagne. Ce postulat était et reste erroné. Tout comme la RFA, la RDA a connu des mouvements de *skinheads* d'extrême droite à partir des années 1980, qui exprimaient leur mécontentement à l'égard du régime. Dans cet État « antifasciste », toutefois, les impératifs politiques ont conduit à les catégoriser comme « émeutiers », « négatifs » et « décadents » et non comme des agitateurs d'extrême droite. Ils n'ont donc pas été recensés comme tels. Contrairement aux affirmations du gouvernement est-allemand, l'extrême droite – bien que très marginale – existait bien en RDA. L'extrême droite et les terroristes d'extrême droite sont en revanche apparus en République fédérale dès la fin de la guerre. D'abord organisés en associations sportives paramilitaires (Wehrsportgruppen<sup>18</sup>), ils ont ensuite fondé des partis puis commis des attentats<sup>19</sup> à partir des années 1980. En s'appuyant sur leurs réseaux opérationnels à l'Ouest, les militants d'extrême droite ont fomenté des troubles dans les nouveaux Länder après 1990, et ont exploité à leurs fins la profonde insécurité sociale engendrée par la réunification. Les cadres d'extrême droite se sont rendus à l'Est dès la chute du Mur pour recruter de nouveaux membres. L'évolution observée dans les nouveaux Länder s'explique donc d'abord par l'échec de l'Allemagne de l'Ouest à endiguer le recrutement de nouveaux sympathisants par les mouvements d'extrême droite.

---

18. Les Wehrsportgruppen ont été particulièrement actifs dans les années 1970 et 1980. Ils ne reconnaissent pas le monopole de la force détenu par l'État allemand et se préparent à des conflits armés hors des structures officielles.

19. On citera notamment les meurtres de Shlomo Lewin et Frida Poeschke et l'attentat de l'Oktoberfest.

Les « Autonome Nationalisten », qui montent en puissance, sont apparus en formations « blacks blocks » très visibles lors des manifestations. Considérés comme très violents par le BfV, ils sont implantés pour l'essentiel à Berlin et dans la Ruhr. Dortmund est depuis quelques années un foyer important de l'extrême droite où opèrent notamment des nationalistes autonomes issus du groupuscule « Nationaler Widerstand Dortmund », aujourd'hui interdit. L'extrême droite et ses terroristes ne posent pas uniquement une menace à l'échelon régional, mais aussi national, et doivent être traités comme tels. La recrudescence d'attaques et de violences commises par l'extrême droite à l'Est est l'un des défis sociaux majeurs qui se posent à l'Allemagne. Le récit national d'une réunification réussie se heurte aux statistiques des crimes aux motivations politiques commis par l'extrême droite, aux résultats des élections de l'AfD à l'Est<sup>20</sup> et à la radicalisation de ce parti dans les Länder de l'Est à travers le groupe nationaliste « Der Flügel ». Il faut rechercher sans tabou les causes de ce phénomène sans que l'Ouest se montre moralisateur et dénonciateur, et sans éluder la réalité des faits et des menaces en se montrant trop naïfs.

---

20. Élections au Landtag du Brandebourg 23,5 % (+ 11,3 %, deuxième position) ; élections au Landtag Saxe 2019 : 27,5 % (+ 17,8 %, deuxième position), élections au Landtag de Thuringe 23,4 %, deuxième position).



# L'émergence de l'extrême droite au XXI<sup>e</sup> siècle

Le national-socialisme d'antan est passé de mode — selon toutes apparences — au XXI<sup>e</sup> siècle. En quelques années, les groupes d'extrême droite se sont modernisés et ont adopté un mode de vie qui les rend plus attrayants aux yeux des adolescents et des jeunes adultes. Ils ne sont plus « rétro » et ne correspondent plus aux clichés que l'on a des partisans d'Hitler et des *skinheads*. Nombreux sont les anciens membres de partis d'extrême droite et de groupuscules néonazis qui estiment que ces derniers ont des règles trop strictes et des structures étouffantes<sup>21</sup>. Aujourd'hui, de nouveaux groupes comme les « Autonome Nationalisten » leur font des propositions plus attrayantes qui s'appuient sur la même idéologie autant — si ce n'est encore plus — violente. Ils s'approprient les symboles, l'apparence et les codes vestimentaires des antifascistes, qui sont leurs opposants politiques. Avec cette identité que les sociologues qualifient de « patchwork<sup>22</sup> », les jeunes s'habillent et écoutent la même musique que leurs contemporains, ce qui leur aurait été impossible dans le milieu néonazi traditionnel, et passent relativement inaperçus dans les grandes villes. Ils restent toutefois fidèles à l'hitlérisme classique et se réclament directement du régime hitlérien.

Pendant des années, l'image que les pouvoirs publics avaient de l'extrême droite était celle d'un militant au crâne rasé, arborant Doc Martens et blouson de cuir, caractéristique des années 1990. L'État n'a pas su reconnaître le danger posé par ces nouveaux groupes. Les curieuses provocations émanant d'une poignée de militants qu'on a vu émerger voici une dizaine d'années sont désormais un élément intégral de l'extrême droite allemande. Bien que les militants d'extrême droite plus âgés n'apprécient pas l'apparence des nationalistes autonomes, car « non allemande » et « dégénérée », le conflit de générations qui avait opposé les jeunes militants aux structures obsolètes et rigides semble avoir disparu. Cela donne à l'extrême droite un poids sans précédent alors que jusqu'ici, elle avait été plutôt freinée par ses dissensions internes.

---

21. Voir T. Staud et J. Radke « Neue Nazis : Jenseits der NPD : Populisten, Autonome Nationalisten und der Terror von rechts », Cologne, KiWi, 2012.

22. *Ibid.*

# L'interdiction n'est pas la seule piste à explorer

Les spécialistes s'accordent à dire que l'usage de l'article 3 de la loi sur les associations<sup>23</sup> pour interdire les groupuscules radicaux et les partis d'extrême droite n'est pas la seule piste à envisager, et qu'elle peut même être contre-productive pour le travail du BfV et du BKA. En 1969, il s'en est fallu de peu pour que le Parti national-démocrate d'Allemagne (NPD) fasse son entrée au Bundestag ; après son échec, les dissensions internes sur les orientations politiques ont fait éclater l'extrême droite en différents groupuscules. Ces derniers ont pris un tournant très radical dans les années 1970, et commencé à commettre des attentats dans les années 1980<sup>24</sup>. De nombreux anciens membres du NPD ont justifié cette radicalisation et leur militarisation en arguant que l'extrême droite ne pouvait pas atteindre ses objectifs en suivant les règles démocratiques et en agissant dans le cadre d'un parti.

La désintégration partielle du NPD a eu pour inconvénient de rendre l'extrême droite bien moins visible. Le réseau étroit de groupes « libres » qui existe aujourd'hui en marge des partis et des associations est difficile à observer et donc à poursuivre.

---

23. Aux termes de cet alinéa, le ministre fédéral de l'Intérieur ou l'autorité régionale compétente peut interdire les associations dont les buts ou activités sont contraires à la loi, à l'ordre constitutionnel ou à l'entente entre les peuples.

24. On mentionnera les « Deutsche Aktionsgruppen », l'organisation du Parti national-socialiste des travailleurs allemands (NSDAP), l'« Aktionsfront Nationaler Sozialisten/Nationale Aktivisten » et le « Wehrsportgruppe Hoffmann ».

**Tableau 3 : organisations d'extrême droite interdites<sup>25</sup>**

	Organisations interdites	Autorités ayant prononcé l'interdiction
1992	Nationalistische Front (NF) Deutsche Alternative (DA) Deutscher Kameradschaftsbund (DKB) Nationale Offensive (NO)	Ministère fédéral de l'Intérieur Ministère fédéral de l'Intérieur Ministère de l'Intérieur de Basse-Saxe Ministère fédéral de l'Intérieur
1993	Nationaler Block Heimattreue Vereinigung Deutschlands Freundeskreis Freiheit für Deutschland	Ministère de l'Intérieur de Bavière Ministère de l'Intérieur du Bade-Wurtemberg Ministère de l'Intérieur de Rhénanie-du-Nord-Westphalie (RNW)
1994	Wiking-Jugend	Ministère fédéral de l'Intérieur
1995	Freiheitliche Deutsche Arbeiterpartei Nationale Liste (NL) Direkte Aktion/Mitteldeutschland	Ministère fédéral de l'Intérieur Sénat de l'Intérieur de Hambourg Ministère de l'Intérieur du Brandebourg
1996	Skinheads Allgäu	Ministère de l'Intérieur de Bavière
1997	Kameradschaft Oberhavel	Ministère de l'Intérieur du Brandebourg
1998	Heide-Heim e. V.	Ministère de l'Intérieur de Basse-Saxe
2000	Hamburger Sturm Blood & Honour	Sénat de l'Intérieur de Hambourg Ministère fédéral de l'Intérieur
2001	Skinheads Sächsische Schweiz	Ministère de l'Intérieur de Saxe
2004	Fränkische Aktionsfront	Ministère de l'Intérieur de Bavière
2005	Kameradschaft Tor Berliner Alternative Süd-Ost Kameradschaft Hauptvolk Kameradschaft ANSDAPO	Sénat de l'Intérieur de Berlin Sénat de l'Intérieur de Berlin Ministère de l'Intérieur du Brandebourg Ministère de l'Intérieur du Brandebourg
2006	Schutzbund Deutschland	Ministère de l'Intérieur du Brandebourg
2007	Sturm 34	Ministère de l'Intérieur du Brandebourg
2008	CollegiumHumanum e. V Verein zur Rehabilitierung der wegen Bestreitens des Holocaust verfolgten	Ministère fédéral de l'Intérieur Ministère fédéral de l'Intérieur

25. Bundesamt für Verfassungsschutz, procédures entamées par le ministère fédéral de l'Intérieur pour interdire des organisations d'extrême droite entre janvier 1990 et décembre 2016.

2009	Heimatreue Deutsche Jugend e. V. Mecklenburgische Aktionsfront	Ministère fédéral de l'Intérieur Ministère de l'Intérieur du Mecklembourg-Poméranie occidentale
2011	Hilfsorganisation für nationale politische Gefangene und deren Angehörige e. V.	Ministère fédéral de l'Intérieur
2012	Kameradschaft Walter Spangenberg Widerstandsbewegung in Südbrandenburg Kameradschaft Aachener Land Kameradschaft Hamm Nationaler Widerstand Dortmund <sup>26</sup> Besseres Hannover	Ministère de l'Intérieur de RNW Ministère de l'Intérieur du Brandebourg Ministère de l'Intérieur de RNW Ministère de l'Intérieur de RNW Ministère de l'Intérieur de RNW Ministère de l'Intérieur de Basse-Saxe
2013	Nationale Sozialisten Döbeln	Ministère de l'Intérieur de Saxe
2014	Nationale Sozialisten Chemnitz Autonome Nationalisten Göppingen	Ministère de l'Intérieur de Saxe Ministère de l'Intérieur du Bade-Wurtemberg
2015	Sturm 18 e. V	Ministère de l'Intérieur de la Hesse
2016	Betreiberverein des Internetportals Altermedia Deutschland Weisse Wölfe Terrorcrew	Ministère fédéral de l'Intérieur Ministère fédéral de l'Intérieur

Malgré l'interdiction de 14 organisations d'extrême droite dans les années 2000, le NSU a assassiné neuf migrants et une policière, et s'est rendu coupable de 43 tentatives de meurtre, de 3 attentats à l'explosif et de 15 attaques à main armée au cours de cette période.

On ne sait pas exactement dans quelle mesure l'extrême droite connaissait le groupuscule terroriste NSU et était informée de ses actions avant 2011. Il est toutefois probable que les trois responsables principaux du NSU aient eu des contacts étroits personnels et organisationnels avec le milieu nazi local<sup>27</sup>, ce qui met en évidence les limites du système actuel. Les individus isolés et les petites cellules terroristes ne sont pas identifiés par les autorités ou peuvent rapidement disparaître grâce à leurs contacts.

Fin septembre 2018, 657 mandats d'arrêt avaient été lancés dans toute l'Allemagne contre des sympathisants d'extrême droite, qui ont plongé depuis dans la clandestinité. Plus de 80 % des mandats d'arrêt faisaient suite

26. Voir point 4.

27. Le trio était proche de Jan Werner, propriétaire d'une société européenne de vente par correspondance de musique d'extrême droite et membre du réseau Blood & Honour, qui a été interdit en 2000.

à des infractions telles que vol, tromperie, fraude aux prestations, insultes et délits routiers. Dix-huit concernaient des violences commises par des militants d'extrême droite, et 90 des délits aux motivations idéologiques. Le BKA craint que certains néonazis qui ont plongé dans la clandestinité commettent de nouvelles violences, voire même des attentats<sup>28</sup>.

Tous les militants d'extrême droite ne deviennent pas des terroristes ; lorsque c'est le cas, en revanche, ils se sont dans la plupart des cas radicalisés dans des réseaux d'extrême droite. La radicalisation qui transforme un extrémiste en terroriste ne se produit souvent qu'après un passage prolongé dans la clandestinité. Les contraintes et les pressions subies lors de cette existence solitaire et la tendance à occulter les réalités en-dehors du groupe renforcent la radicalisation et débouchent sur des attaques plus violentes. La sous-culture des « Autonome Nationalisten », qui habitent souvent ensemble dans des appartements en colocation, est préoccupante, car ils évoluent dans des sociétés parallèles et sont particulièrement vulnérables à la radicalisation.

---

28. BKA, « Erhebung offener Haftbefehle Politisch motivierte Kriminalität – rechts », juin 2019.

# La comparaison des différentes formes d'extrémisme

Les différents types d'extrémisme ne sont plus distingués par les services de sécurité depuis longtemps, bien que les médias et la société continuent à estimer qu'ils sont aux antipodes. De nombreux critiques estiment que les crimes politiques commis par l'extrême droite n'ont pas beaucoup attiré l'attention parce que les services de sécurité se préoccupaient au premier chef des crimes politiques commis par l'extrême gauche et, depuis quelques années, des crimes politiques inspirés d'idéologies venant de l'étranger. Rappelons toutefois qu'il ne faut pas négliger la lutte contre le terrorisme islamiste sous prétexte que les médias et la société s'intéressent au terrorisme d'extrême droite.

L'évolution actuelle de l'extrémisme montre la façon dont les différents camps s'influencent et entretiennent la spirale de la violence chez les extrémistes déjà très agressifs. Il arrive également que les extrémistes d'un camp s'inspirent des comportements d'autres mouvements : l'« Antifa-Bewegung », mouvement antifasciste autonome qui cible presque exclusivement les néonazis, inspire aujourd'hui les « Autonome Nationalisten ». Il en résulte une recrudescence des actions et des violences contre les antifascistes, adversaire politique de l'extrême droite<sup>29</sup>.

Le groupuscule violent « Hooligans contre Salafistes<sup>30</sup> » illustre parfaitement ce phénomène de radicalisation mutuelle. Il a manifesté lors de rassemblements organisés par le salafiste allemand Pierre Vogel et a attiré l'attention à la suite des attentats terroristes de 2015 et de la « crise des réfugiés ».

La tâche des services de sécurité, qui doivent tenir compte de l'interaction entre les extrémismes, est compliquée par un autre facteur.

---

29. Les militants des « Kameradschaften » proches des « Autonome Nationalisten » mènent des actions plus ou moins ciblées pour cibler directement leurs opposants politiques de l'Antifa-Bewegung. Ils ont attaqué le domicile de militants antifascistes et des clubs de jeunesse proches de la gauche.

30. Ce groupe d'action national, principalement issu du milieu hooligan, déclare lutter contre le salafisme en Allemagne. On estime qu'il n'est pas cantonné à la scène hooligan mais qu'il rassemble des acteurs radicalisés et violents.

Comme dans le terrorisme islamiste, on retrouve de plus de plus de « loups solitaires » (ou djihadiste solitaire, terme employé par les services fédéraux de renseignement pour désigner les islamistes radicaux). Un « loup solitaire » est un terroriste qui agit sans suivre les instructions d'organisations ou d'individus, sachant qu'il est seul uniquement lors de son passage à l'acte. La xénophobie de la société peut motiver un « loup solitaire » à commettre des crimes racistes ; s'il s'est socialisé dans un milieu d'extrême droite ou islamiste, il sera beaucoup plus sous l'emprise d'idéologies axées sur la violence.

# La mise en réseau internationale des terroristes d'extrême droite

On sous-estime souvent la mise en réseau internationale de l'extrême droite, car les militants et les terroristes issus de cette mouvance défendent des idéologies nationalistes. Le terrorisme d'extrême droite actuel doit être compris comme un phénomène mondial et appréhendé comme tel. Cette analyse était valable pour l'Allemagne et le reste quand on observe l'approche des militants d'extrême droite terroristes. Les réseaux internationaux servent notamment à se procurer des armes, et à s'entraîner à leur maniement en prenant part à des conflits armés. On mentionnera ainsi le séjour du « Wehrsportgruppe Hoffmann » au Liban au début des années 1980 et la mise à disposition d'un camp d'entraînement par l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), ainsi que la participation de mercenaires d'extrême droite à la guerre en Yougoslavie<sup>31</sup>. On ne sait en revanche pas avec certitude si des militants allemands d'extrême droite ont pris part à la guerre en Ukraine.

La droite allemande a par ailleurs adopté la théorie du marxisme culturel, autre référence internationale. Ce slogan de combat communément employé aux États-Unis est devenu pour la nouvelle droite un élément idéologique de sa vision du monde. Il a inspiré le terroriste Anders Breivik et l'auteur de l'attentat de Christchurch. La tentative d'attentat contre la synagogue de Halle le 9 octobre 2019 pourrait avoir été guidée par la théorie d'une élite politique infiltrée par des juifs et des musulmans. Celle-ci aurait lancé une attaque en règle contre les valeurs nationales et chrétiennes et voulu rejeter le blâme sur « l'homme chrétien blanc », représentant de la « police de la pensée ».

---

31. Réponse du gouvernement fédéral à la question posée par les députés Carsten Hübner, Ulla Jelpke, Heidi Lippmann, Roland Claus et le groupe parlementaire du PDS sur les « Deutsche Söldner in bewaffneten Konflikten », Drucksache 14/6413, 2001.



# L'infiltration de l'appareil d'État, un nouveau défi

La présence de militants et de terroristes d'extrême droite dans l'administration et leurs liens avec la Bundeswehr sont un domaine de recherche politiquement sensible et qui n'a guère été exploré jusqu'à présent. L'enquête pour actes terroristes ouverte en 2017 contre Franco O., un soldat de la Bundeswehr, représente un tournant majeur<sup>32</sup>. Elle a permis de découvrir que ce militaire avait été promu alors que l'on connaissait ses sympathies pour l'extrême droite, qu'il avait manifestées pendant ses études. Cette affaire a déclenché un débat public sur la présence de l'extrême droite au sein de la Bundeswehr et a soulevé une question : cette tradition a-t-elle perduré depuis la Wehrmacht ? Elle a en tout cas eu des conséquences internes et externes. C'est ainsi que les règles de conduite que les membres des forces armées doivent respecter par rapport notamment à l'histoire de l'Allemagne (Traditionserlass) ont été révisées, et que le Service de contre-espionnage militaire de la Bundeswehr (MAD) a été rétabli en 2019. Ses effectifs seront augmentés, et la coopération entre la Bundeswehr et le BfV sera renforcée. En 2018, le MAD a classé quatre soldats et personnels dans la catégorie « militants d'extrême droite reconnus ». Par ailleurs, 450 individus soupçonnés d'accointances avec l'extrême droite ont été identifiés et ont fait l'objet d'une enquête pour déterminer s'ils étaient membres des mouvements « Reichsbürger<sup>33</sup> » et « Identitäre Bewegung<sup>34</sup> ». L'enquête a révélé qu'un grand nombre de suspects appartenaient au « Kommando Spezialkräfte » (unité des forces spéciales).

---

32. Franco O. s'était fait passer frauduleusement pour un réfugié syrien demandeur d'asile. Ce militant d'extrême-droite avait planifié des attentats terroristes sous sa fausse identité.

33. Les « Reichsbürger » contestent la légitimité et la souveraineté de la République fédérale d'Allemagne et rejettent ses lois.

34. K. von Notz, Dr. I. Mihalic, divers députés et le groupe parlementaire BÜNDNIS 90/DIE GRÜNEN « Berichte über mögliche rechtsextremistische Verbindungen in der Bundeswehr und in den Sicherheitsbehörden », Drucksache 19/7173, 06 mars 2019.

# Conclusion :

## de la division à la fracture, l'Allemagne 30 ans après

L'attentat de Halle et l'assassinat de Walter Lübcke ont clairement mis en évidence les limites de la lutte contre le terrorisme d'extrême droite en Allemagne. Ils ont fait évoluer les mentalités, et le terrorisme d'extrême droite est aujourd'hui considéré comme une menace majeure pour la démocratie allemande. La situation est grave, car des listes d'adresses « d'opposants politiques<sup>35</sup> » circulent depuis plusieurs années chez les sympathisants d'extrême droite. Cela pourrait inciter des éléments déjà radicalisés à passer à l'acte.

Parmi les différentes mesures évoquées par les politiques et les médias pour combattre le terrorisme d'extrême droite, on citera la prévention, les programmes de déradicalisation et le renforcement de la surveillance par les services de sécurité.

Bien que la formation politique joue un rôle essentiel dans la prévention basée sur la politique de la mémoire, elle doit aujourd'hui relever de nouveaux défis avec la disparition des derniers témoins du national-socialisme. Une culture du souvenir 3.0 doit toucher les jeunes qui n'ont pas de liens directs avec la Seconde Guerre mondiale, et s'attaquer à toutes les formes de discrimination de groupes spécifiques.

L'Allemagne a mis en place ces dernières années un réseau dense de points de contact pour la prévention des violences extrémistes ; ils proposent une assistance téléphonique, des centres d'information, des programmes pédagogiques, des formations continues, des interventions et des programmes de déradicalisation. Ces points de contact ont dévoilé très tôt les similitudes entre extrémisme de droite et islamisme, et ont su en tirer des conclusions. Leurs dotations financières doivent augmenter pour qu'ils puissent étoffer leur offre et mieux faire connaître leurs réussites.

Le Bundeskriminalamt va intensifier les enquêtes contre les groupuscules terroristes d'extrême droite et les criminels isolés grâce à une nouvelle structure dotée d'effectifs renforcés. Le nouveau service central de

---

35. Le cas le plus connu est celui du réseau d'extrême droite Nordkreuz, qui a dressé une liste avec les noms et adresses d'environ 25 000 opposants politiques.

lutte contre les crimes motivés par la haine [Zentralstelle zur Bekämpfung von Hasskriminalität] organisé en dix unités fera ainsi pression pour que plus de poursuites soient engagées. Le BKA prévoit également la mise en place d'un système d'évaluation de la menace émanant des militants d'extrême droite violents, à l'instar de ce qui existe pour le terrorisme islamiste. Pour les délits motivés par la haine sur internet, le BKA veut créer un organisme national pour réagir de manière plus cohérente. Le BfV réfléchit quant à lui à une réorganisation qui se traduira notamment par le recrutement de personnels pour analyser et évaluer les organisations d'extrême droite. Le Inlandsgeheimdienst (services secrets intérieurs) veut essayer d'intervenir plus en amont en discutant avec les extrémistes violents d'extrême droite pour les dissuader de passer à l'action.

Rappelons que ces mesures n'auront pas d'impact direct sur la menace, car la prévention et la réorganisation des services de sécurité sont des entreprises de longue haleine. La mission principale des responsables politiques dans les mois à venir est donc d'améliorer le climat social en Allemagne et de lutter contre les discours populistes qui nourrissent le radicalisme.

# Bibliographie

Röpke, Andrea et Speit, Andreas (dir.), *Blut und Ehre. Geschichte und Gegenwart rechter Gewalt in Deutschland*, Ch. Links Verlag, 2013.

Pfahl-Traughber, Armin, *Rechtsextremismus in Deutschland. Eine kritische Bestandsaufnahme*, Springer VS, 2019.

Staud, Toralf et Radke, Johannes, *Neue Nazis – Jenseits der NPD: Populisten, Autonome Nationalisten und der Terror von rechts*, KiWi-Taschenbuch, Kiepenheuer & Witsch eBook, 2012.

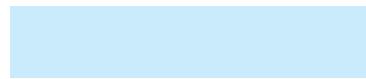
Virchow, Fabian, Langebach, Martin et Häusler, Alexander (dir.), *Handbuch Rechtsextremismus*, Springer VS, 2016.

Quent, M., *Deutschland rechts außen: wie die Rechten nach der Macht greifen und wie wir sie stoppen können*, Piper, 2019.

# Les dernières publications du Cerfa

- H. Stark, [30 ans après la chute du Mur. Une Allemagne unifiée, une population désunie](#), *Notes du Cerfa*, n° 150, Ifri, novembre 2019.
- F. Meixner, P. Figge, [Réseaux sociaux : la lutte contre les contenus haineux en Allemagne](#), *Notes du Cerfa*, n° 149, Ifri, octobre 2019.
- Groupe Daniel Vernet, [La dimension sociale de la politique européenne : un nouveau domaine de responsabilité franco-allemande](#), *Éditoriaux de l'Ifri*, septembre 2019.
- C. Demesmay, B. Kunz, [Sustaining Multilateralism in a Multipolar World. What France and Germany Can Do to Preserve the Multilateral Order](#), *Notes du Cerfa*, n° 148, Ifri, juin 2019.
- E. Dubslaff, [Où va le SPD ? Les sociaux-démocrates allemands et la sortie de crise\(s\)](#), *Notes du Cerfa*, n° 147, Ifri, mai 2019.
- Groupe Daniel Vernet, [Migration et cohésion en Europe : un défi, pas une contradiction](#), *Éditoriaux de l'Ifri*, mai 2019.
- B. Schraven, [Lutter contre les causes migratoires : le discours allemand](#), *Notes du Cerfa*, n° 146, mars 2019.
- H. Stark, [Vers une intégration des économies française et allemande ? Les ambitions du traité franco-allemand d'Aix-la-Chapelle](#), *Éditoriaux de l'Ifri*, janvier 2019.





Institut français  
des relations  
internationales